

**COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 SEPTEMBRE 2004**

Etaient présents : M. MAMERE, MM. MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme LUCBERNET-GARCIA, M. PEREZ, Mmes TSITSICHVILI, BARRIERE, MM. DRESS, DANE, FONSECA, GOURGUES, Mme POUGET-FORET, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes FEDOU, OULD AMEZIANE, M. LACOSTE, Mmes HGOBURU, RIVES, MM. RABEAU, PARIS, Mmes TEXIER, ALCORTA, MM. DENOYELLE, MULLIEZ, BRU.

S'était fait excuser et avait donné délégation :

M. DUBOST à Mme POUGET-FORET
Mme ALLIN à M. PEREZ
M. LABARTHE à M. DRESS
Mme JEAN à M. PINAUD
Mme VIGANO à M. RAYNAUD
Melle CERON à Mme LUCBERNET-GARCIA

Absent : /

Secrétaire de la séance : Mme RIVES

1. PRÉSENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX POUR L'ANNÉE 2003

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de la Communauté sont entendus.

2. RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT – ANNÉE 2003

Le rapport annuel concernant le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement concédés et affermés à SUEZ Lyonnaise des Eaux, reçu de la Communauté Urbaine de Bordeaux, est présenté au Conseil Municipal.

3. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Afin de répondre aux besoins du service public, il est décidé de créer, à compter du 1^{er} octobre 2004, les emplois suivants :

- **1 Attaché à temps complet**
- **2 Techniciens Supérieurs à temps complet**
- **3 Adjointes Administratifs à temps complet**
- **1 Agent Administratif à temps complet**
- **2 Agents d'Entretien à temps complet**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

4. SUPPRESSION DE POSTES

Il est nécessaire d'ajuster le nombre d'emplois vacants aux besoins réels de la collectivité en procédant à la suppression de 55 emplois du tableau des effectifs, ces postes n'étant pas pourvus par des agents et ne répondant plus à des nécessités de service.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

- 5. RENOUELEMENT D'EMPLOIS À TEMPS NON COMPLET DE COLLABORATEUR D'ÉDUCATION MUSICALE**
Les besoins de l'Ecole de Musique le justifiant, le renouvellement pour une durée d'un an, de deux emplois de collaborateurs d'éducation musicale est approuvé.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
- 6. INDEMNITÉ ALLOUÉE AU PERCEPTEUR**
Le Conseil donne son accord pour le versement de l'indemnité attribuée au Comptable de la Ville qui rétribue la mission de conseil et d'assistance apportée à la collectivité dans les domaines économique, budgétaire et financier, relatifs notamment à l'établissement des documents budgétaires et comptables, la gestion financière, l'analyse budgétaire et de trésorerie et la mise en œuvre des réglementations.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
- 7. DÉLIBÉRATION DE RÉGULARISATION AFFÉRENTE À LA CRÉATION DU BUDGET ANNEXE POUR LE PORT DE PLAISANCE**
Par délibération en date du 24 mars 1999, le Conseil Municipal avait voté les crédits pour ce budget annexe. Il est décidé, aujourd'hui, de régulariser la création de ce budget annexe nécessaire aux activités du Port de Plaisance.
ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 30 VOIX POUR – 1 CONTRE – 4 ABSTENTIONS
- 8. UTILISATION DE LA DOTATION DE SOLIDARITÉ URBAINE DE 2003**
Le montant alloué à la Commune en 2003 dans le cadre de la Dotation de Solidarité Urbaine s'élève à 414.097 Euros. Le Conseil prend acte du rapport détaillant l'utilisation de cette dotation.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
- 9. FONDS DÉPARTEMENTAL D'AIDE À L'ÉQUIPEMENT DES COMMUNES**
Cette dotation sert à financer des travaux d'aménagement ou de réparation concernant des équipements communaux, lorsque aucune aide spécifique du Conseil Général ne peut être attribuée, soit en raison de leur montant, soit en raison de leur nature. La répartition de la subvention de 95.497 Euros est approuvée.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
- 10. CONTRAT DE VILLE 2004 – SIGNATURE D'UNE CONVENTION FINANCIÈRE AVEC L'ÉTAT ET AUTORISATION DE REVERSER LES SUBVENTIONS**
Au titre de l'année 2004, l'Etat versera à la Ville sa participation financière d'un montant de 85.171 € pour les actions menées dans la commune et ses quartiers prioritaires, au titre de la Politique de la Ville. Il est décidé, comme chaque année, de signer une convention financière précisant la répartition pour chaque action, à charge ensuite à la Ville de reverser aux associations la subvention allouée.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
- 11. CONTRAT DE VILLE 2003 – CONVENTION FINANCIÈRE AVEC L'ÉTAT ET AUTORISATION DE REVERSER UNE SUBVENTION (2^{ÈME} LECTURE)**
Il est décidé de reverser à l'Association A.D.E.L.E., maître d'œuvre de l'action « Chantier Ecole pour la cité Yves Farge », la subvention de 5.000 € allouée par l'Etat.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
- 12. AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES D'INONDATION (P.P.R.I.)**
Le Conseil Municipal donne un avis favorable au dossier relatif à l'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'Inondation.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR
- 13. MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES DE LA COMMUNE**
La loi Solidarité et Renouvellement Urbain permet, à l'occasion de la révision du Plan Local d'Urbanisme, de modifier les périmètres de protection des bâtiments historiques. Sur proposition de M. l'Architecte des Bâtiments de France, et après étude des différents secteurs, les nouveaux périmètres pourraient être les suivants :
- Château de Franc : le nouveau périmètre exclurait les parties d'urbanisation récente (autour du chemin Passerat) et prendrait en compte l'espace de la future Z.A.C. sur le Quartier des Sécheries
 - Piscine : le périmètre prendrait en compte la rue Carnot, les abords immédiats de la piscine et de la place de la Liberté

- Eglise : Le périmètre se réduirait aux abords immédiats de l'édifice (square de Suhl, cimetière) et descendrait le long de l'avenue Jeanne d'Arc jusqu'au croisement des rues Durcy et Monmousseau afin de travailler sur un linéaire de façades marquant l'approche du site.

Le Conseil donne son accord sur les modifications proposées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

14. CRÉATION D'UN TRANSPORT EN COMMUN EN SITE PROPRE ENTRE LE BOULEVARD JEAN-JACQUES BOSCH ET LA RUE DELPHIN LOCHE

Le Conseil Municipal émet un avis favorable aux documents transmis par la Préfecture concernant les rapports et les conclusions de la commission d'enquête et du document concernant la mise en compatibilité du P.O.S. valant P.L.U. ayant trait au projet du T.C.S.P. du boulevard Jean-Jacques Bosch à la rue Delphin Loche.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 29 VOIX POUR – 5 CONTRE – 1 ABSTENTION

15. APPROBATION DU GUIDE DES BONNES PRATIQUES ENTRE MAIRES ET OPÉRATEURS DE TÉLÉPHONIE MOBILE

L'Association des Maires de France et l'Association Française des Opérateurs Mobiles ont élaboré ce guide pour que l'installation des antennes-relais soit plus transparente, plus concertée et plus harmonieuse dans toutes les communes de France. Il est décidé d'approuver le Guide des Bonnes Pratiques entre Maires et Opérateurs et d'autoriser le Maire à signer l'acte d'engagement avec les opérateurs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

16. DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'AMÉNAGEMENT D'UNE BAIGNADE SUR LE SITE DE LA PLAINE DES SPORTS (2^{ème} LECTURE)

La Préfecture de la Gironde a informé la Ville que la participation de l'Etat au titre de la Politique de la Ville sur ce projet s'élèverait à 79.400 € T.T.C. Le nouveau plan de financement est approuvé et il est décidé de solliciter auprès du FEDER, du Conseil Régional et de l'Etat au titre de la Politique de la Ville l'attribution de subventions au taux maximum pour ces travaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

17. DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LA S.A.R.L. CHARCUTERIE BORDELAISE 14 – 18 RUE SOLFÉRINO À BEGLES EN VUE D'OBTENIR L'AUTORISATION D'EXPLOITER UN ÉTABLISSEMENT DE TRANSFORMATION DE VIANDES ET PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE

Le Conseil Municipal décide d'émettre un avis défavorable à cette exploitation dans la mesure où les aménagements nécessaires à prévoir en matière de bruit, d'odeurs, de préservation de l'état des sols et de respect des règles de salubrité n'apparaissent pas dans ce dossier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

18. ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE FONCTIONNEMENT ET L'EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION DU CLOS DE HILDE SUR LA COMMUNE DE BEGLES

Le Conseil Municipal émet un avis favorable à cette exploitation sous réserve que soient levées les incertitudes sur la destination des boues excédentaires à la capacité maximale d'absorption de l'usine ASTRIA et que cette destination soit conforme aux préconisations du Plan Départemental de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 34 VOIX POUR – 1 ABSTENTION

19. ACQUISITION DE LA PARCELLE AM 376 SISE 18 RUE CARNOT

Cette acquisition apparaît comme une opportunité à saisir afin de pouvoir, à terme, aménager ou agrandir la piscine. Il est décidé d'acquérir cet immeuble au prix de 236.500 €, correspondant à l'estimation du Service des Domaines.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

20. CESSION DE LA PARCELLE DE TERRAIN AO 396P SISE 44 RUE CHARLES LAMOUREUX

Suite à la demande de Monsieur LESPINASSE, il est décidé de lui céder cette parcelle de 21 m² au prix de 100 € le m², après avis du Service des Domaines.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

21. AVENANT N° 1 AU MARCHÉ DALKIA – GESTION DU CHAUFFAGE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

Suite à l'évolution des bâtiments et pour simplification au niveau des compteurs de gaz (regroupement par site), il est décidé de passer un avenant au marché initial avec l'Entreprise DALKIA.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

22. DÉVELOPPEMENT DU SPORT DANS LES QUARTIERS

Le Conseil approuve le plan de financement pour le développement du sport dans les quartiers sensibles et de décide de solliciter, auprès de l'Assemblée Nationale, l'attribution d'une subvention dans le cadre des réserves parlementaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

23. RÉGULARISATION DE SUBVENTION AU DOJO BÉGLAIS

Afin de revenir au même niveau de subventionnement qu'en 2003, une régularisation de subvention d'un montant de 600 € sera octroyée à ce club.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR